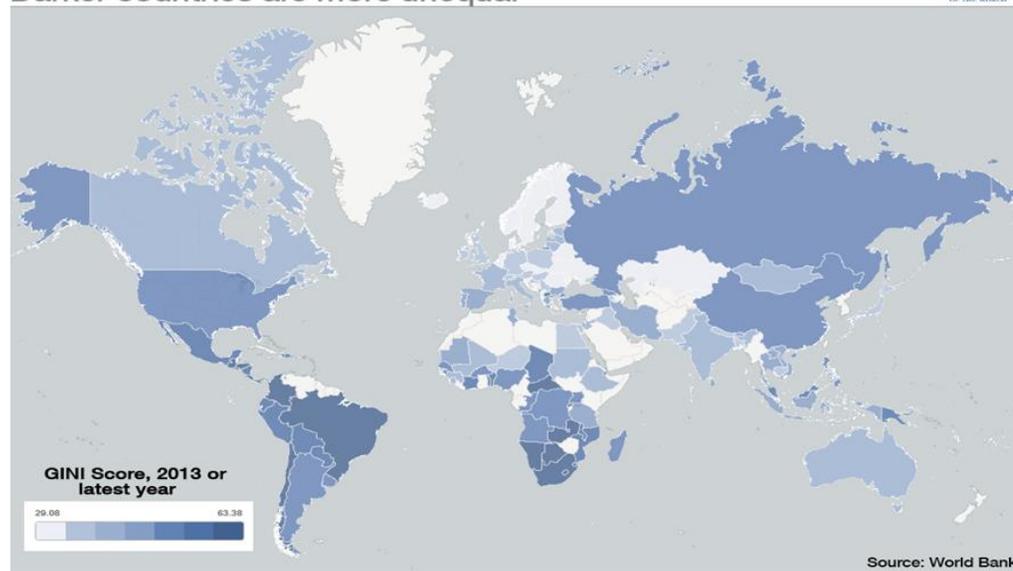


What does inequality look like around the world?

Darker countries are more unequal



La façon dont les analystes ou les décideurs définissent leurs domaines d'activité revêt une importance capitale pour les efforts visant à trouver la réponse politique appropriée. Le CIAS - une organisation de la société civile de portée mondiale fondée sur les savoirs - tient à se concentrer sur les questions complexes du développement international d'une manière globale et cohérente, en en saisissant pleinement la complexité.

L'édition de janvier de la Lettre de la coopération mondiale - la première de la série 2019 de la Lettre d'information du CIAS - commence par un article sur l'interaction des dimensions économiques et sociales des politiques publiques. Nous avons invité un éminent chercheur, M. Manohar Pawar, professeur de travail social à l'Université Charles Sturt, en Australie, à partager son point de vue. Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à exprimer leurs points de vue dans l'espoir que l'analyse de M. Pawar dans cet article stimulera la discussion sur cette question politique des plus importantes.

Sergei Zelenev, Directeur général du CIAS et rédacteur en chef de la Lettre d'information

[suite page 2](#)

suite de la page 1

Développement social et développement économique : Un argument en faveur de l'intégration

Par Manohar Pawar



Par Manohar Pawar

Manohar Pawar est Professeur de travail social à l'Université Charles Sturt, en Australie, et président du Consortium international pour le développement social.

L'un des défis pour les penseurs du développement social est d'expliquer de façon convaincante ce qu'est le développement social. Contrairement à la compréhension relativement claire du développement économique, le développement social est généralement compris différemment par différents chercheurs dans différentes disciplines. (Pawar, 2014a ; Pillai, 2017 ; Midgley, 1995).

Cette compréhension, à la fois dans les disciplines/littérature et dans les institutions, fait souvent la distinction entre développement social et développement économique. Par exemple, de nombreux organismes des Nations Unies mettent l'accent sur ces deux dimensions - économique et sociale - dans les noms de leurs organes. La Banque mondiale a une division du développement social et certains ministères portent également le nom du développement social (Pawar, 2014a). Il existe une distinction similaire entre politique publique et politique sociale, comme si la politique sociale n'était pas une politique publique et économique. Cela nous amène à nous demander en quoi et pourquoi le développement social diffère du développement économique.

Le développement économique concerne essentiellement la croissance économique au sens large, non seulement l'augmentation de

la production globale, mais aussi l'amélioration de la qualité de la structure de l'économie, l'introduction de nouveaux biens et services, et les processus d'amélioration du niveau de vie de la population. Elle est étroitement liée à tout ce qui peut se traduire en termes d'argent, notamment : la production, la distribution et la consommation de biens et services, la fiscalité, le produit intérieur brut, le revenu par habitant, le développement des infrastructures, l'inflation, la récession, la création d'emplois, etc. Le développement économique tend à dominer nos vies tant au niveau individuel qu'institutionnel. A plus long terme, il dépend du fonctionnement et de l'interaction appropriée des institutions économiques et sociales. Le développement social est souvent perçu en termes de redistribution et de bien-être humain.

Dans le présent document, je soutiens qu'une fausse dichotomie a été créée entre le développement social et le développement économique, et qu'il est nécessaire d'intégrer les deux de manière équilibrée, sans laisser l'un ou l'autre dominer au détriment de l'autre. Au niveau national, les sphères économique et sociale sont pour la plupart séparées au sein du gouvernement, avec des domaines clairement différents pour les ministres des Finances et du Développement économique, d'une part, et les ministres du Bien-être et du Développement social, d'autre part.

En 1995, le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague avait identifié les trois questions fondamentales du développement social, à savoir : l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi productif et l'intégration sociale. La politique sociale a reçu une impulsion majeure lors du Sommet lorsque 10 engagements ont été pris et adoptés par les Etats membres, définissant les principales caractéristiques du développement social¹. Le Sommet a fait la distinction entre développement économique et développement social et suggéré que le développement social est nécessaire pour compléter le développement économique. Dans le même ordre d'idées, le Programme des Nations Unies pour le développement adopte

¹ <http://www.un.org/documents/ga/conf166/aconf166-g.htm>

une approche similaire dans ses rapports sur le développement humain.

Cependant, en 2000, les objectifs du Sommet avaient été dilués et réorganisés pour parvenir à un consensus mondial sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Deux engagements clés du Sommet - le plein emploi et l'intégration sociale - ont été exclus de la liste des OMD, et les huit objectifs n'établissent aucun lien explicite avec le développement économique, se concentrant uniquement sur les pays en développement (Pawar, 2017a). De tels messages émanant d'organisations internationales de premier plan renforcent le stéréotype selon lequel le développement social concerne la pauvreté et les pauvres, les institutions et les pays vulnérables et pauvres, et leur intégration dans le courant principal.

La séparation des deux aspects du développement est également utilisée dans les institutions financières internationales, peut-être à des fins opérationnelles. Par exemple, le site Web de la Banque mondiale en 2018 (<http://www.worldbank.org/en/topic/socialdevelopment>) décrit le développement social comme suit : « La Banque mondiale soutient le développement social en écoutant les pauvres et en faisant entendre leur voix dans le processus de développement, en comprenant leurs besoins, leurs priorités et leurs aspirations et en y répondant, et en créant des institutions formelles et informelles. (...) Le développement social met l'accent sur la nécessité de " faire passer les gens en premier " dans les processus de développement. La pauvreté est plus qu'un faible revenu - c'est aussi une question de vulnérabilité, d'exclusion, d'institutions sur lesquelles on ne peut pas compter, d'impuissance et d'exposition à la violence. Le développement social favorise l'inclusion sociale des pauvres et des personnes vulnérables en leur donnant les moyens d'agir, en édifiant des sociétés résilientes, riches en cohésion sociale, et en rendant les institutions accessibles et responsables devant les citoyens. »

La notion de développement social s'accompagne de ce type de culture savante et organisationnelle. Bien qu'il s'agisse d'un concept nouveau en termes d'idées, d'idéaux et de pratiques, certaines personnes semblent comprendre le développement social dans un sens quelque peu péjoratif, car il est souvent associé aux pauvres, à la pauvreté, à l'exclusion, aux pays en développement. Ce

n'est pas le cas du développement économique, qui est présenté et pratiqué comme plus important que le développement social. Cette dichotomie existe aussi entre les ministères économiques et sociaux au niveau national et renforce cette division. En conséquence, de nombreuses personnes dans les pays développés semblent penser qu'elles n'ont rien à voir avec le développement social, car il est destiné à traiter avec les pays en développement pauvres, bien que de tels contextes existent dans la plupart des pays développés.

Compte tenu de ce type de culture historique et savante, les penseurs contemporains du développement social sont confrontés au défi d'expliquer ce qu'est le développement social et comment il s'applique à tous les peuples et à tous les pays. La première étape pour relever ce défi est de changer notre vision du développement économique en termes de réflexion, de politiques et de pratiques. Comme l'ont fait certains chercheurs et praticiens, il est crucial de remettre en question la prééminence du développement économique. Bien que le développement économique soit nécessaire et important, le fait de s'y concentrer réellement a causé des problèmes.

Le développement économique axé sur la croissance a entraîné une augmentation de la production sans égard à son impact sur les individus, les collectivités et leur environnement. En l'absence de politiques sociales appropriées conçues dans le cadre du paquet macroéconomique, une économie à forte croissance ne conduit pas nécessairement à une forte croissance dans d'autres domaines de la vie humaine, tels que la santé, l'éducation et le bonheur. C'est pourquoi d'autres moyens de mesurer le progrès humain, tels que l'indice de bonheur, l'égalité des sexes et d'autres approches similaires, ont été tentés, bien qu'ils ne soient pas encore largement reconnus ni pratiqués. De plus, l'accent mis uniquement sur la croissance économique a conduit à des niveaux élevés d'inégalité et à une plus grande concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre, plutôt qu'à une redistribution de celle-ci. Elle a ainsi créé des sociétés plus inégales.

Le problème le plus grave est que la croissance s'est parfois produite sans créer d'emplois. Les économies axées sur la croissance n'ont pas su reconnaître la contribution des femmes à la production par le travail domestique et les activités connexes. Dans la poursuite de la croissance, d'importants dommages environnementaux ont été causés. Dans de nombreux pays, le développement économique a, dans l'ensemble, contourné les zones rurales et reculées, qui restent essentiellement négligées et sous-développées. Le développement économique n'a pas démontré sa valeur fondamentale pour la justice sociale et environnementale et des droits de la personne, s'il en a une. La domination linéaire de la production et de la croissance a entraîné une distorsion générale du développement (Midgley, 1995) qui n'est ni souhaitable ni durable.

En raison de ces problèmes et d'autres problèmes similaires liés à la prééminence du développement économique, il est important d'accorder une importance égale, sinon supérieure, aux autres dimensions du développement. C'est là qu'une bonne compréhension d'une approche de développement social est utile. Comme on l'a dit plus haut, quelle que soit la définition du développement social, dès le début, du moins dans certains milieux (par exemple, l'ONU, la Banque mondiale et de nombreux gouvernements nationaux), le concept de développement social a été mal interprété et compris comme faisant partie d'un concept binaire qui oppose développement social et développement économique. Ce type de compréhension et d'approche a donné l'impression que le développement social est différent du développement économique, et cette perception a conduit à mettre davantage l'accent sur le changement économique, de sorte que ce n'est que lorsque l'économie le permet et prospère que l'on pense au développement social.

Dans la formulation des politiques, cette approche de manque de vision globale et s'est avérée préjudiciable dans de nombreux cas. En outre, si des vulnérabilités ou des pressions économiques survenaient, la priorité serait alors de réduire les dépenses de développement social afin de maintenir les objectifs et les résultats du développement économique. De nombreuses personnes

myopes, en particulier celles qui ont subi un lavage de cerveau avec les idéologies néolibérales du marché et du conservatisme libéral, ont eu tendance à donner la priorité au développement économique à tout prix, souvent au détriment de l'aspect social du développement.

Cependant, sur la base de décennies d'expérience en matière de développement, il semble que l'on se rende compte aujourd'hui que, bien que le développement économique soit important, il n'est qu'une partie du développement social. Le développement social, en termes d'investissement dans le développement humain et communautaire global, et le développement économique vont de pair et sont essentiellement les deux faces d'une même médaille, et non deux notions opposées. Le développement social comprend intrinsèquement le développement économique. Ce changement crucial de mentalité est en train d'émerger et devrait ouvrir la voie à l'avenir.

L'importance du développement social pour le développement économique fait partie de la nouvelle réflexion que de nombreuses personnes, organisations et États-nations doivent traduire efficacement. Ainsi, la deuxième étape de mon argumentation consiste à promouvoir le concept et l'approche suivants du développement social et à les mettre en pratique, de sorte que le développement social et économique soit intégré de telle sorte que ce dernier devienne la partie du premier, au lieu de les traiter inégalement comme divergents.

Afin d'intégrer le développement économique au développement social, ma conceptualisation du développement social comprend sept variables composites (Pawar, 2014a).

Premièrement, la pratique du développement social exige une compréhension globale des conditions actuelles d'un lieu, d'un lieu ou d'une communauté (y compris l'environnement écologique), aux niveaux micro et macro, du point de vue des populations locales. Trois grandes questions se posent si l'on veut comprendre les conditions actuelles : Selon les personnes vivant dans la communauté, quelles sont les conditions actuelles dans la communauté ? Pourquoi

pensent-ils que de telles conditions existent ? (Quelles sont les causes de ces conditions ?) Que pensent les gens de changer ces conditions. Comment ces conditions peuvent-elles être modifiées pour le mieux ?

Deuxièmement, en faisant participer la population locale, il est important de se fixer des objectifs en matière de développement social. En général, cela repose sur l'hypothèse que les conditions actuelles sont insatisfaisantes et qu'il faut se fixer des objectifs pour améliorer ces conditions. Il importe de veiller à ce que les objectifs ne soient pas uniquement axés sur le développement économique de manière déséquilibrée. Les objectifs devraient être axés sur la création d'occasions de réaliser le potentiel humain.

Troisièmement, les valeurs et les processus sont étroitement liés aux objectifs. Les valeurs de dignité et de valeur humaines, de diversité, de distribution, d'écologie durable, de droits et d'obligations et d'holisme doivent être respectées. Chaque nation et chaque culture a de telles valeurs, certaines sont peut-être plus prononcées que d'autres. Se mettre d'accord sur ces valeurs fondamentales est une étape importante, car elle aura des répercussions sur les choix des gens en matière de production et de consommation. Le défi est que les valeurs doivent émaner des gens plutôt que de leur être imposées.

Quatrièmement, les processus découlent de ces valeurs et de ces objectifs. L'intégration du développement social et économique garantit que le processus de participation et d'autonomisation est suivi, car ce sont les bases du développement social (Pawar, 2017). Les gens doivent participer à leur développement, ce qui devrait leur donner les moyens de se prendre en charge. Le développement économique collectif et individuel responsabilise les gens, mais le développement économique participatif responsabilise davantage et a une valeur ajoutée. À bien des égards, la participation et l'autonomisation ne sont pas seulement des processus, mais aussi des valeurs, des objectifs et des stratégies.

Cinquièmement, le développement social et économique intégré peut faire appel à des stratégies soigneusement choisies qui sont

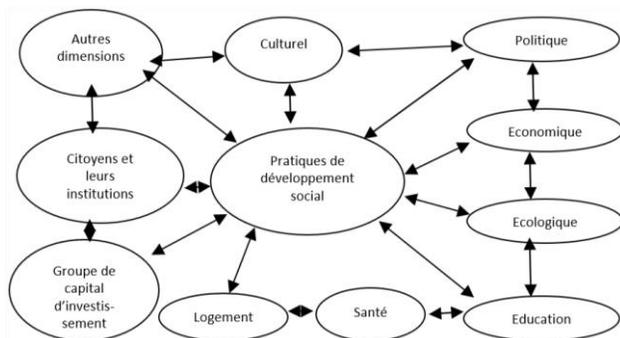
conformes aux valeurs, aux objectifs et aux processus. Certaines de ces stratégies devraient être axées : sur le renforcement des capacités des individus, des groupes et des communautés, sur le renforcement des institutions locales et des organisations populaires et sur l'autosuffisance, sur la création d'un environnement favorable, sur le développement des institutions sociales et sur la facilitation de leur participation, avec des services accessibles à tous, sur la planification et l'exécution participatives, sur le renforcement des systèmes communautaires informels et de la société civile et sur la coordination à tous les niveaux.

Sixièmement, un tel développement intégré doit être mis en œuvre à plusieurs niveaux. Il s'agit des communautés de base et des villages, de l'unité administrative la plus basse des gouvernements, des districts, des états/provinces, au sein de la nation et des régions, aux niveaux national et international. Jusqu'à présent, le développement axé uniquement sur l'économie s'est concentré de manière déséquilibrée sur certaines régions/zones, par exemple la croissance ingérable des centres urbains, au détriment d'autres. L'intégration d'une perspective de développement social permet d'assurer que le développement social se produit à tous les niveaux, au bénéfice de tous et dans tous les domaines.

Enfin et surtout, cette perspective intégrée se concentre sur toutes les dimensions du développement à tous les niveaux, où le développement économique devient l'une des dimensions importantes du développement avec les autres, plutôt que de dominer singulièrement tout développement. Ces dimensions du développement sont présentées dans la figure 1 suivante, qui montre à quoi ressemble le développement social lorsque le développement économique y est intégré. De ce point de vue, la pratique du développement social implique de comprendre les conditions actuelles, d'adhérer aux valeurs, aux processus et aux objectifs choisis, et de travailler en employant des stratégies spécifiques pour changer ces conditions à tous les niveaux et dans toutes les dimensions de manière globale afin d'atteindre le bien-être et une meilleure qualité de vie. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a défini trois types d'indicateurs des droits humains. Tout d'abord,

les indicateurs dits de résultats mesurent la jouissance des droits humains, tels que le droit à la sécurité sociale ; ceux-ci sont représentés par les indicateurs des ODD mentionnés ci-dessus. Deuxièmement, les indicateurs d'intrants et de processus mesurent les efforts et les ressources du porteur de devoirs pour assurer l'exercice des droits de l'homme. Il s'agit des moyens administratifs et financiers que le gouvernement a mis en œuvre pour obtenir les quatre garanties de sécurité sociale. Des statistiques sur les dépenses publiques sont également disponibles dans les publications susmentionnées de l'OIT et de l'OMS, mais des informations plus détaillées peuvent être disponibles au niveau national. Enfin, les indicateurs structurels mesurent l'engagement de l'État à réaliser les droits humains, par exemple en ratifiant les instruments internationaux et en les intégrant dans la législation nationale, ainsi qu'en adoptant des politiques nationales et un calendrier correspondant.

Figure 1 : Dimensions des pratiques de développement social



Adapté de Pawar (2014a ; 2014b)

Au lieu de dimensions, Midgley (2014) (voir aussi Pawar, 2014b) a évoqué sept facettes du développement social : le développement du capital humain et social, la création d'emplois, la microentreprise et la microfinance, le développement des actifs, la protection sociale et la planification sociale. La plupart de ces facettes sont compatibles avec les dimensions du développement social présentées dans la Figure 1. Trois des aspects du développement de Midgley sont liés au développement économique.

Nous semblons tous deux converger dans notre façon de penser que le développement

économique est l'une des dimensions et l'une des facettes du développement social. La déclaration suivante de la Banque mondiale : « Les données empiriques et l'expérience opérationnelle montrent que le développement social favorise la croissance économique et conduit à de meilleures interventions et à une meilleure qualité de vie » confirme et renforce à certains égards une perspective de développement social conçue ici, qui intègre le développement économique. Contrairement aux trois objectifs du Sommet de 1995 et aux huit OMD, les 17 objectifs du développement durable

(<https://www.un.org/sustainabledevelopment/Sustainable-development-goals/>) montrent clairement comment ils convergent avec les dimensions de la pratique du développement social, car ils reflètent les dimensions/objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Ces tendances et d'autres tendances émergentes du développement semblent indiquer que le développement économique s'intègre au développement social, même si sa domination doit être davantage diluée afin de laisser de la place au développement d'autres dimensions.

Comme je l'ai dit dans mon introduction, nous pouvons surmonter la fausse dichotomie entre développement social et économique en changeant notre vision du développement économique et en adoptant une approche de développement social qui saisit et met l'accent sur toutes les dimensions du développement de manière équilibrée à tous les niveaux, afin d'améliorer le bien-être de toute la population.

Bibliographie

Banque Mondiale (2018) Social Development, Accessed from <http://www.worldbank.org/en/topic/socialdevelopment>

Midgley, J. (1995). Social development: The developmental perspective in social welfare. London, UK: Sage.

Midgley, J. (2014). Social development: Theory and practice. London, UK: Sage.

Pawar, M. (2014a). Social and community development practice. New Delhi: Sage.

Pawar, M. (2014b), Book review. Social development: Theory and practice by James Modgley, London, Sage, 2014. *Social Development Issues*, 36 (2), pp. 95-96.

Pawar, M. (2017). The Need for Enhanced Community Participation. In Midgley, J. and

Pawar, M., *Future Directions in Social Development* (ed). New York: Palgrave Macmillan. (pp. 61-77).

Pawar, M. (2017a). Social Development: Progress So Far. In Midgley, J. and Pawar, M., *Future Directions in Social Development* (ed). New York: Palgrave Macmillan. (pp. 21-40).

Pillai, V. K. (2017). Social development – A search for conceptual linkages. *Social development Issues*. 39 (1). Pp. 1-10.

The content of this Global Newsletter may be freely reproduced or cited provided the source is acknowledged. The views do not necessarily represent policies of ICSW.

Newsletter Editor:
Sergei Zelenev, Executive Director
E-mail: szelenev@icsw.org,

Address:
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Website www.icsw.org

If you wish to cease receiving this newsletter, please click 'here' providing your name and email address